



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du lundi 5 juillet 2021**

**Nombre de conseillers en exercice : 33**

Extrait de la délibération affiché le **7 juillet 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le cinq juillet à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 29 juin 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

**Étaient présents : 29**

**Jérôme DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN** (présente à partir de la communication n° 4), Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la délibération n° 95), Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Agnès **MONTRICHARD** (présente à partir de la délibération n° 93).

**Excusés ayant donné pouvoir : 4**

Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**  
Éric **LE FEVRE** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**  
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine **OMONT**  
Arnaud **LECLERRE** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**

**Retardés ayant donné pouvoir : 3**

Fabienne **MALANDAIN** donne pouvoir à Gilles **BELLIERE**  
Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**  
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**

**Secrétaire de séance**

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du lundi 5 juillet 2021

**2021.07/101**

### RESSOURCES HUMAINES – INDEMNITÉS ÉLECTIONS – DÉTERMINATION – AUTORISATION

**M. Jérôme DUBOST, Maire** – À l'occasion de chaque tour de scrutin pour les élections dans les Communes, le personnel communal peut être mobilisé pour l'aide à la tenue des bureaux de vote auprès des membres des bureaux.

Les travaux supplémentaires effectués à l'occasion de consultations électorales peuvent être rémunérés sous la forme d'Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) ou, si les agents ne peuvent pas y prétendre, sous la forme d'une Indemnité Forfaitaire pour Élections (IFCE), instituée par un Arrêté Ministériel en date du 27 février 1962.

Les fonctionnaires titulaires, stagiaires et les agents contractuels relevant de la catégorie A peuvent la percevoir, dans la double limite d'un crédit global ouvert au budget de la Ville et d'un montant individuel maximum calculé par référence à la valeur maximum de l'Indemnité Forfaitaire mensuelle ou annuelle pour Travaux Supplémentaires, susceptible d'être versée aux Attachés territoriaux.

Le paiement de cette indemnité sera effectué après chaque tour de consultations électorales.

Le montant de référence pour le calcul de cette indemnité sera le taux moyen de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires du grade d'Attaché territorial (IFTS de deuxième catégorie) affecté d'un coefficient multiplicateur fixé entre 1 et 8.

Les délibérations antérieures de la Ville de Montivilliers ayant instauré cette prime à destination de notre personnel, ne sont plus en vigueur pour l'année 2021, raison pour laquelle il est proposé de présenter cette délibération qui s'appliquera à la fois pour les consultations électorales de l'année 2021 et les années suivantes.

### LE CONSEIL MUNICIPAL,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** le Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'Article 88 de la Loi du 26 janvier 1984 précitée,

**VU** le Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires des services déconcentrés,

**VU** l'Arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'I.F.T.S,

**VU** l'Arrêté Ministériel du 27 février 1962, fixant le régime des Indemnités Forfaitaires pour Travaux Supplémentaires susceptibles d'être accordées à certains personnels communaux,

**VU** la Circulaire Ministérielle du 11 octobre 2002 (DGCL-FPT3/2002/N.377),

## CONSIDÉRANT

- Que le versement de l'IFCE doit être préalablement autorisé par délibération du Conseil Municipal qui désigne les bénéficiaires et les conditions d'attribution,
- Qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer le coefficient (de 0 à 8) qui sera appliqué sur la base du montant moyen annuel fixé à 1 091,70 euros (taux au 1<sup>er</sup> février 2017 annexé sur la valeur du point), pour déterminer ensuite le montant du crédit global,
- Que le mode de calcul varie selon la nature de l'élection :

Pour les élections Présidentielles, Législatives, Régionales, Cantonales, Municipales, Européennes, et les Consultations par voie de référendum, le montant de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections est calculé dans la double limite :

- D'un crédit global (enveloppe) obtenu en multipliant la valeur maximum de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires mensuelle du grade d'Attaché territorial (égale à un douzième du montant annuel de l'IFTS de deuxième catégorie) par un coefficient multiplicateur et par le nombre de bénéficiaires ;
- D'une somme individuelle au plus égale au quart de l'Indemnité Forfaitaire Annuelle pour Travaux Supplémentaires du grade d'Attaché territorial (IFTS de 2<sup>ème</sup> catégorie), affecté du coefficient retenu par le Conseil Municipal.

Pour les autres consultations électorales (Sénatoriales...) :

- D'un crédit global obtenu en multipliant le trente-sixième de la valeur maximum annuelle de l'IFTS (égale à un trente-sixième du montant annuel de l'IFTS de 2<sup>ème</sup> catégorie multiplié par le coefficient retenu par le Conseil Municipal) par le nombre de bénéficiaires ;
- D'une somme individuelle au plus égale à un douzième de l'Indemnité Forfaitaire annuelle pour Travaux Supplémentaires des Attachés, affectée du coefficient retenu par le Conseil Municipal.

**VU** le rapport de Monsieur le Maire,

**Après en avoir délibéré,**

## DÉCIDE

- D'instaurer l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections ;
- De fixer le montant de référence pour son calcul sur la base du taux moyen de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires du grade d'Attaché territorial (IFTS de 2<sup>ème</sup> catégorie) affecté d'un coefficient multiplicateur de 6 ;

## **AUTORISE**

- Le versement de l'IFCE, après chaque tour des consultations électorales visées par l'Arrêté du 27 février 1962, aux fonctionnaires (stagiaires et titulaires) de catégorie A accomplissant des travaux supplémentaires à cette occasion et n'ouvrant pas droit aux IHTS ainsi qu'aux agents non titulaires de droit public exerçant des fonctions équivalentes ;
- Le Maire a procédé aux attributions individuelles en fonction du travail effectué à l'occasion des élections, dans le respect du crédit global.

### **Imputation budgétaire**

Exercice 2021

Budget Principal

Compte : 64118

### **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 33

Contre : 0

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*